HAL
open science

Les élections municipales d'avril-mai 1953 en Mayenne

Alain Olivier

To cite this version:

Alain Olivier. Les élections municipales d'avril-mai 1953 en Mayenne : La campagne a-t-elle été influencée par le contexte et le climat de la guerre froide ?. 2013. halshs-00805188

HAL Id: halshs-00805188

https://shs.hal.science/halshs-00805188

Preprint submitted on 27 Mar 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Réseau des Correspondants départementaux de l'HTP

« La Guerre Froide vue d'en bas : 1947-1967 »
Thème II : Politiques municipales

Sous la direction de :
- Olivier Büttner IR IHTP-CNRS,
- Philippe Buton, Professeur d'Histoire contemporaine à l'Université de Reims,
- Michel Hastings, Professeur de Science politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Lille.

§§§§§§§

Les élections municipales d'avril-mai 1953 en Mayenne :

La campagne a-t-elle été influencée par le contexte et le climat de la guerre froide ?

Auteur :
Alain Olivier, Correspondant IHTP pour la Mayenne

A priori, la réponse est plutôt négative dans un département comme la Mayenne où le poids du conservatisme est très fort et où le parti communiste était faiblement implanté.

Dans les mois qui précèdent les élections municipales, les rapports du préfet nous décrivent une vie politique très atone en Mayenne. Un rapport des Renseignements Généraux en date du 16 janvier 1953, souligne la maigreur des effectifs politiques : « Il n'y a en Mayenne que deux adhérents à un parti politique pour cent électeurs. L'insignifiance de ce taux d'adhésion est tout à la fois un facteur et un effet de l'atonie de la vie politique. »[1] Un autre rapport du 24 janvier 1953 essaie d'expliquer cette situation : « En fait, la crainte atavique de cette population devant tout engagement, jointe à des préoccupations presque exclusivement terriennes, explique le climat politique de cette région où l'on répugne à militer

[1] Archives départementales de la Mayenne (A.D 53) , 367 W 36
[2] A.D 53, 367 W 36

ouvertement. »[2] Ce qu'affirmait une étude des Renseignements Généraux en mars 1958 était déjà pertinent pour la Mayenne de 1953 : « Le caractère mayennais, calme, réservé, un peu méfiant, exclut les idées et les partis extrémistes ; cette position politique moyenne de la population du département, si on veut la situer dans la gamme des partis politiques, laisse apparaître des tendances modérées, de gauche et de droite, dont les conceptions politiques et sociales diffèrent peu, mais qui sont séparées nettement par la question confessionnelle. Toutefois l'anticléricalisme de la gauche n'est souvent qu'une attitude publique. Les paysans, de beaucoup les plus nombreux, se tiennent dans leur quasi-totalité, en dehors des organisations politiques. Pour toutes ces raisons, le parti communiste n'a jamais eu la faveur des populations mayennaises. »[3]
Cet état de l'opinion en Mayenne permet au préfet d'affirmer dans son rapport du 21 avril 1953 que « les prochaines élections municipales, sauf à Laval, ne revêtiront pas un caractère politique. »[4]Pour les communes de moins de 2000 habitants, un rapport des Renseignements Généraux daté du 16 janvier 1953, signalait l'exception de la commune de Voutré : « Pour ces communes, dans leur généralité, sauf à Voutré, la consultation électorale n'aura pas de caractère politique. »[5]La forte concentration ouvrière pour l'exploitation de carrières importantes, créait dans cette commune de l'est de la Mayenne, une situation politique particulière.
Sans surprise, les résultats du scrutin entérinent le poids du conservatisme. Dans son rapport du 15 mai 1953, le préfet constate que « la consultation électorale des 26 avril et 3 mai 1953 n'apporte que peu de changement dans la situation politique de la Mayenne. Le scrutin a tout simplement traduit le désir des électeurs de retrouver, dans les équipes municipales, des éléments qu'il est très difficile de classer politiquement, mais qui incarnent le caractère traditionaliste et modéré de la population de ce département essentiellement rural. »[6]Dès le premier tour , l'analyse faite par les Renseignements Généraux allait déjà dans ce sens : « Les résultats se caractérisent par une stabilité générale. Un grand nombre de municipalités qui s'étaient présentées en 1947 sur des listes dites de « rassemblement et de sauvegarde des intérêts communaux » patronnées par le R.P.F, ont été réélues sur des listes « d'union et de défense des intérêts communaux » sans étiquette politique définie. »[7]

Compte tenu de ce contexte, le département de la Mayenne était un terrain très difficile pour le parti communiste. Aux élections législatives de 1936, le score du parti communiste oscillait entre 0,5 % et 2,6 % selon les circonscriptions. Le contexte de l'après-guerre va permettre au P.C.F de connaître un succès relatif en Mayenne : 3000 adhérents en 1947 et près de 10 % des voix aux élections de 1951. Ce développement local du P.C.F va s'essouffler très vite. Un rapport des Renseignements Généraux de janvier 1953 pointe la faiblesse des partis de gauche : « Le nombre des adhérents du parti communiste est passé de 3000 en 1947 à environ 500 à l'heure actuelle. Dans la même période, la SFIO a reculé de 600 à 250 membres. »[8]On comprend donc que, malgré la vaillance de ses militants, le parti communiste avait beaucoup de mal à former des listes pour les élections municipales de 1953. A la veille du premier tour, les Renseignements Généraux étaient en mesure de chiffrer cela : « La faiblesse du parti communiste en Mayenne apparaît une fois de plus lorsqu'on considère le nombre infime de candidats qu'il pourra présenter aux prochaines élections municipales…Sur un total de 3542

[2] A.D 53, 367 W 36
[3] A.D 53, 449 W 4
[4] A.D 53, 367 W 36
[5] A.D 53, 367 W 36
[6] A.D 53, 367 W 36
[7] A.D 53, 367 W 33
[8] A.D 53, 367 W 36

sièges de conseillers municipaux à pourvoir dans la Mayenne, le P.C.F n'a que 95 candidats qui se présentent dans 7 communes seulement…Il convient de remarquer que les candidats communistes se présentent partout où le pourcentage de la population vivant de l'agriculture est inférieur à 10 % : Laval, Port-Brillet, Renazé,Mayenne, Château-Gontier, Voutré. (moyenne dans le département : 49,2 %) . »[9]Le parti communiste n'était en mesure de présenter une liste homogène que dans les trois localités les plus importantes : Laval, Mayenne, Château-Gontier.

Les résultats du scrutin ne pouvaient que traduire la faiblesse de l'implantation du P.C.F . Entre les deux tours, le préfet donne un aperçu général au ministère de l'intérieur : « Malgré un gain d'un siège à Laval, léger recul des communistes. »[10]Les communistes lavallois se félicitent que leur liste arrive en deuxième position et leur permette de gagner un siège de conseiller. Ils ne savent pas encore que ce siège supplémentaire leur sera très rapidement contesté comme nous le verrons. Le rapport du préfet minimisait ce succès : « Ce gain ne doit pas faire illusion. Il n'a été obtenu qu'à la plus forte moyenne, le parti communiste étant stationnaire à Laval, et même en léger recul, si l'on se réfère au nombre de voix qu'il a obtenues aux élections législatives en 1951. »[11]Le seul vrai succès vient de la petite commune de Voutré dont on a déjà souligné le particularisme : « La municipalité socialo-communiste de Voutré qui ne bénéficiait que d'une voix de majorité à la suite des élections municipales de 1947, a renforcé sensiblement sa position puisqu'elle dispose maintenant de 10 sièges sur 13 que compte le conseil municipal. »[12]

Lors des municipales de 1953, le parti communiste apparaît comme un parti très isolé. On est bien loin des municipales d'avril 1945 où le parti communiste figurait sur une liste de très large union qui se déclarait « fidèle au programme du C.N.R . » Dans cette liste, le représentant communiste, Gaston Magot, président du comité local de libération, affirmait en mars 1945 : « Continuons à être unis, aux élections plus que jamais. » Huit ans plus tard, la situation est toute différente. Mis à part le cas de Voutré, le parti communiste n'arrive plus à nouer des alliances pour faire liste commune. Ce fut le cas à Renazé au sud de la Mayenne : « La population ouvrière considère comme fâcheux le désaccord entre communistes et socialistes. Une telle coalition aurait pu, en effet, obtenir un certain succès dans une commune où l'on compte une proportion importante de travailleurs ardoisiers. »[13]

Cette position de faiblesse du parti communiste en Mayenne était-elle irrémédiable ? Cinq ans plus tard, un rapport des Renseignements Généraux essayait de répondre à cette question : « Le parti communiste se heurte en Mayenne à l'opposition des forces de la vieille société rurale et à l'absence de conscience de classe. Il semble qu'il ne pourra se délivrer de la stagnation et de l'impuissance, sans une transformation de la structure professionnelle et sociale de la population. »[14]

Avec un tel rapport de forces, le vent de la guerre froide pouvait-il être perceptible lors de la campagne des élections municipales en 1953 ?

---

[9] A.D 53, 367 W 36
[10] A.D 53, 367 W 33 ; Télégramme du 30 avril 1953
[11] A.D 53, 367 W 33 ; Rapport préfectoral du 28 avril 1953
[12] A.D 53, 367 W 33 ; Rapport des Renseignements Généraux (R.G) du 5 mai 1953
[13] A.D 53, 367 W 36 ; note des R.G du 25 mars 1953
[14] A.D 53, 449 W 4 ; rapport de mars 1958

*

* *

Cela ne pouvait pas être le fait des partis de droite pour qui il faut, au contraire, dépolitiser les élections municipales. La liste du maire sortant, Albert Goupil, regroupait des candidats indépendants, M.R.P et R.P.F . Dès le début de leur profession de foi, ils tenaient à affirmer que « depuis six ans, nous avons travaillé en accord et nous avons pu nous convaincre qu'un conseil municipal qui veut faire œuvre utile doit avant tout administrer, prévoir et pourvoir aux besoins et ne pas faire de politique. »[15]Même la liste radicale ne dit guère autre chose dans sa profession de foi : « Si un conseiller municipal a l'occasion de se prononcer exceptionnellement sur des sujets purement politiques, le principal de son action est surtout réservé à la solution des problèmes de gestion qui, à l'échelle de la cité, représentent ceux que la ménagère, le père de famille, le chef d'entreprise, ont à résoudre chaque jour. »[16]Raymond Delatouche, ancien syndic de la Corporation Paysanne, était la plume de l'hebdomadaire d'extrême-droite, « Le Courrier de la Mayenne ». Le 12 avril 1953, il y signait un article titré : « Elections municipales : dépolitiser » : « De quoi s'agit-il ?...non pas de décider si la France veut ou non d'armée européenne ou d'une nouvelle constitution. Il s'agit de choisir des administrateurs actifs, honnêtes et consciencieux pour les 36000 communes qui sont les cellules constitutives de la France, de choisir des hommes qui feront régner la paix et l'ordre autour d'eux, l'hygiène physique et morale, qui travailleront à électrifier, à approvisionner en eau, à équiper, à assister le cas échéant, à résoudre la crise du logement et de la voirie, à favoriser ou promouvoir l'enseignement, les activités économiques, intellectuelles, artistiques etc… toutes besognes concrètes et pratiques sur lesquelles il est plus facile de s'entendre que sur l'excellence de tel système constitutionnel. »[17]Ce parti pris de dépolitisation de la part des forces de droite explique en grande partie l'atonie de la campagne électorale en Mayenne. La presse conservatrice, y compris le quotidien « Ouest-France », va couvrir de façon très minimaliste une campagne électorale sans relief.

A l'inverse, le parti communiste de la Mayenne se démène sur le terrain et c'est son discours pré électoral qui va faire rentrer dans la campagne les références géopolitiques et le vocabulaire de la guerre froide.

Malgré ses maigres effectifs, le parti communiste est le seul parti qui fait vraiment campagne sur le terrain. Début avril 1953, le préfet note dans son rapport que « l'activité des partis politiques a été insignifiante, sauf celle du parti communiste qui a notamment organisé dans divers points du département des réunions en l'honneur du Maréchal Staline qui n'ont attiré que de faibles auditoires. Les communistes ont aussi créé à Laval un comité des mal logés et un comité des chômeurs qui ont réussi à grouper quelques dizaines de mécontents. Cette activité n'est cependant pas de nature à influencer sérieusement les prochaines élections à Laval. »[18]Le quotidien communiste « Ouest-Matin » couvre la campagne de façon beaucoup plus active que la presse conservatrice, relayant vraiment l'action des militants sur le terrain.

---

[15] Documents classés au service « élections » de la mairie de Laval ; n'ont pas encore été déposés aux archives municipales.
[16] Service « élections » de la mairie de Laval
[17] A.D 53, 2 pe 3 28/2
[18] A.D 53, 367 W 36, rapport préfectoral du 1er avril 1953

Toutefois, dans un département de 260000 habitants, « la portée de l'édition de la Mayenne d'Ouest-Matin est réduite. Le chiffre actuel des ventes quotidiennes atteignant à peine 630 exemplaires. »[19]

Le parti communiste dénonce vigoureusement la dépolitisation des municipales voulue par la plupart des autres partis : « Qui oserait prétendre que la mise en route de réalisations municipales dans le domaine du logement, de l'enseignement, de l'assistance, de l'électrification, de l'adduction d'eau, des chemins etc…réalisations qui exigent de nombreux emprunts et subventions de l'Etat ne dépend pas directement de l'orientation de la politique du pays ? Seule une politique de paix permettrait, par la réduction massive des budgets militaires écrasants, de dégager les crédits indispensables pour une action municipale au service des travailleurs.. »[20]A Laval, les communistes avaient placé en tête de la profession de foi de leur liste une dénonciation en règle : « Les politiciens de tous les partis de la majorité qui appuie la politique gouvernementale, y compris du parti socialiste, maîtres dans l'art du camouflage et de la duplicité, s'emploient à présenter les élections municipales sous un jour apolitique et administratif. Vous ne serez pas dupes ! En réalité ces élections touchent des questions vitales pour toute la population. »[21]

Pour le parti communiste, la remise en cause frontale de la politique extérieure de la France est un préalable qui conditionne tout le reste. C'est par là que se singularise complètement le discours du parti communiste par rapport aux quatre autres listes en lice pour les municipales. A Laval, la liste communiste préconise une autre politique comportant : « la dénonciation des accords enchaînant la France aux plans de guerre des milliardaires américains ; la cessation de la guerre au Vietnam ; le refus des accords de Bonn et de Paris et la solution pacifique du problème allemand ; des relations économiques normales avec tous les pays et en particulier avec l'URSS dont la politique constante de paix est approuvée par l'ensemble des peuples ; ces relations permettraient de lutter avec efficacité contre la crise et le chômage. »[22]Toujours selon la profession de foi de la liste communiste « rien ne saurait être réalisé sur le plan municipal sans une lutte énergique contre la politique de démission nationale, de guerre, de misère et de répression anti-ouvrière du gouvernement, politique approuvée par tous les partis de la majorité, du parti socialiste au R.P.F et cela depuis 1947. En 1947 quand les communistes, avec Maurice Thorez, participaient au gouvernement, 50 % du budget du ministère de l'intérieur allaient aux collectivités locales sous forme de subventions. En 1952, il n'en reste plus que 8 %, le reste va à la police et à la guerre. Tels sont les fruits amers de la politique du plan Marshall et du Pacte Atlantique ! » [23]Avec un changement radical de politique au plan national, les communistes affirment qu'on pourrait accélérer la reconstruction, faire face à la crise du logement et du chômage. Pour le logement, leur programme parle de « l'affectation, sur le plan national, de 300 milliards par an de crédits (à prélever sur les 1600 milliards du budget de la guerre), pour la construction d'habitations à loyer modéré. »[24]Pour l'enseignement, on pourrait envisager « la construction d'écoles et de

[19] A.D 53, 449 W 4, note des R.G, 19 juin 1953
[20] A.D 53, 1 pe 123 / 18, Ouest-Matin du 11 avril 1953
[21] Service « élections » de la mairie de Laval. Liste d'union ouvrière et démocratique pour la défense des intérêts communaux, de l'école laïque, l'indépendance nationale et la paix, présentée par le parti communiste français
[22] Service « élections » de la mairie de Laval. Idem .
[23] Service « élections « de la mairie de Laval. Idem.
[24] Service « élections » de la mairie de Laval . Idem.

stades au lieu de pistes d'envol pour les bombardiers américains. »[25]

Deux jours avant le scrutin des municipales, les communistes terminent leur campagne par un meeting au palais de l'industrie à Laval,le 24 avril 1953. Un des principaux intervenants est Jean Suret-Canale, secrétaire fédéral du parti communiste et futur membre du comité central. Devant un auditoire évalué à 130 personnes par les Renseignements Généraux, il va se livrer à une attaque en règle contre les gouvernements qui s'étaient succédé depuis 1947 : « La plupart de nos maux proviennent de l'application du plan Marshall que seuls les communistes avaient dénoncé en son temps…Le réarmement à outrance de la France ne peut permettre de faire l'effort indispensable de reconstruction dont nous avons tant besoin. »[26]En ce qui concerne la politique étrangère, comme l'heure est plus que jamais au manichéisme en fin de campagne, Jean Suret-Canale dit que « toutes les tentatives de paix émanent de l'URSS et que les échecs successifs sont dus à la politique des Etats-Unis. »[27]

A droite, malgré la volonté affichée de dépolitisation des municipales, on se laisse parfois aller, pendant la campagne, à des considérations qui remettent en scène les réalités du monde de la guerre froide. C'est le cas du chroniqueur du « Courrier de la Mayenne » dont nous avons déjà parlé. Avec des mots que l'on dirait tout droit sortis d'un communiqué de l'Evêché ou d'un bulletin paroissial, il écrit : « Si l'on regarde les choses de plus haut, on prend conscience de la lutte apocalyptique qui divise le monde : d'un côté la civilisation chrétienne, de l'autre le marxisme…Il est donc essentiel que les chrétiens forts de leur foi, de leur doctrine, de leur idéal, soient plus que jamais intégralement eux-mêmes, que pas une de leurs voix ne se perde. »[28]La semaine suivante, il enfonce le clou dans un article pourtant titré « dépolitiser » : « certes, même pour ces besognes concrètes, il importe d'être d'accord sur les principes fondamentaux. Un chrétien donnera un autre ton à l'administration municipale qu'un marxiste. Il ne faut pas non plus ignorer que certains ne voient dans la conquête d'une municipalité qu'un moyen de servir des idéologies qui n'ont rien à voir avec une gestion saine des affaires publiques. Ce serait une lamentable duperie que de collaborer avec des communistes sous prétexte qu'ils manifestent de bonnes intentions. Tout cela c'est une affaire de bon sens… »[29]

On a dit – et on a essayé d'expliquer pourquoi – que la campagne des municipales avait été terne en Mayenne. Elle va pourtant connaître un rebondissement inattendu avec un litige portant sur l'attribution d'un quatrième siège à la liste communiste présentée à Laval. Au soir du 26 avril 1953, les communistes lavallois sont satisfaits. Leur liste arrive en seconde position, avant celle de la SFIO, et se voit attribuer quatre sièges de conseillers au lieu de trois en 1947. C'est ce siège supplémentaire qui va focaliser toute l'attention : « Après la clôture du procès-verbal, on s'est aperçu que par suite d'une erreur de calcul, le vingt-septième siège qui a été attribué à la moyenne proportionnelle, a été dévolu à tort à la liste du parti communiste alors qu'il aurait dû revenir à la liste d'union. Pour l'attribution de ce dernier siège, la moyenne de liste d'union était 485 alors que la moyenne de celle du parti communiste était seulement de 484. C'est Monsieur Gargam, professeur au lycée de Laval,

[25] Service « élections » de la mairie de Laval. Idem
[26] A.D 53, 367 W 36 ; note des R.G du 25 avril 1953
[27] A.D 53, Idem .
[28] A.D 53, 2 pe 3 28/2 ; article du « Courrier de la Mayenne » du 5 avril 1953
[29] A.D 53, 2 pe 3 28/2 ; article du « Courrier de la Mayenne » du 12 avril 1953

secrétaire de la section communiste de cette ville qui serait éliminé et remplacé par Monsieur Forveille, conseiller municipal sortant, M.R.P. Il faut s'attendre à une vive résistance de la part des communistes. »[30]La suite va pleinement confirmer cela : « Il est à noter que le quatrième siège de la liste communiste a été attribué à la suite d'une erreur de calcul dans la répartition à la plus forte moyenne, ce qui a motivé un recours en conseil de préfecture de la part du maire sortant ; les élus communistes à leur tour ont déposé un recours demandant le maintien du siège contesté, leur argumentation tendant à établir des irrégularités qui auraient été commises dans la détermination des bulletins nuls et l'établissement des feuilles de dépouillement. »[31]Dès le 4 mai, le quotidien communiste « Ouest-Matin » titrait dans sa page consacrée à la Mayenne : « La réaction voudrait arracher aux communistes le siège gagné aux élections municipales. »[32]Le ton de la presse conservatrice est évidemment tout autre. Le 3 mai, on pouvait lire dans « Les Nouvelles de Bretagne et du Maine » : « Nous apprenons qu'après un nouveau pointage effectué à la suite des résultats électoraux de dimanche dernier, la plus forte moyenne étant de 485 pour la liste de Monsieur le Maire sortant et 484 pour celle des communistes, 16 sièges au lieu de 15, comme précédemment indiqué, pourraient être attribués à la liste de Monsieur Goupil. Ce serait monsieur Forveille (M.R.P) qui bénéficierait de ce seizième siège, lequel serait retiré à M. Gargam, communiste, qui avait été proclamé quatrième élu de cette liste moscoutaire. »[33]

Dans un premier temps, le parti communiste de la Mayenne va être débouté le 4 juillet 1953 par une décision du conseil de préfecture interdépartemental de Rennes. Yves Gargam dépose alors un recours en Conseil d'Etat près de la préfecture de Laval le 31 juillet 1953, sachant que le quatrième élu communiste pourrait continuer à siéger en attendant l'arrêt du Conseil. Celui-ci ne sera rendu que le 9 novembre 1956 et le pourvoi d'Yves Gargam fut rejeté.[34]Epilogue lointain de cette affaire, ce n'est qu'en janvier 1957 que la commission du conseil municipal prononcera la radiation d'un conseiller communiste et l'élection d'un conseiller supplémentaire pour la liste du maire.

L'évocation de la guerre froide dans le discours préélectoral est donc due principalement à la campagne active des communistes mayennais. Les services du préfet étaient pleinement conscients de cette singularité mais ils étaient convaincus que cela n'aurait guère d'impact sur l'électorat local : « Les candidats n'auront pour programme que la défense des intérêts communaux ou de questions locales particulières concernant l'agriculture. Seul le parti communiste aura en outre, pour thème de propagande, « l'indépendance nationale et la paix » mais il ne pourra même pas arriver à former une liste dans une dizaine de communes…Je ne crois pas que l'électeur se laisse toucher par les tentatives du parti communiste qui, s'appuyant sur la crise économique, essaie, dans quelques localités ouvrières, comme à Laval, de former des listes et de secouer l'indifférence qui entoure son action. »[35]Lors des 26 avril et 3 mai, les résultats électoraux allaient pleinement valider ce pronostic.

---

[30] A.D 53, 367 W 36 ; note des R.G du 2 mai 1953
[31] A.D 53, 367 W 36 ; note des R.G du 2 mai 1953
[32] A.D 53, 1 pe 123/19
[33] A.D 53, 1 pe 62-33
[34] A.D 53, 367 W 37
[35] A.D 53, 367 W 36 ; rapport du préfet daté du 21 avril 1953.